



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA

17 rue de la Forge
70200 Magny-Vernois

Références : UID257090/SPR/ED/2025-1027A
Code AIOT : 0005901194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA implanté 17, Rue de la Métairie 70200 Lure. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le suivi du chantier de dépollution de l'ancien site de la société FORVIA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA SIEGES AUTOMOBILES SA
- 17, Rue de la Métairie 70200 Lure
- Code AIOT : 0005901194
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 1962, la société BERTRAND FAURE, qui deviendra FAURECIA en 1999, rachète une usine existante de filature et de tissage et commence l'exploitation d'une première ligne de mousse polyuréthane. En 1982, l'usine de LURE est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 3734 du 29 octobre 1982. La gamme des produits fabriqués était composée de sièges (dossiers, coussins, accoudoirs) et d'appui-têtes.

La cessation d'activité du site de LURE est déclarée en préfecture par courrier du 23 décembre 1999.

Suite au diagnostic initial et à l'évaluation simplifiée des risques réalisés en 2001, le site est classé en site « à surveiller ». Des investigations réalisées en 2007 et 2008 montrent des pollutions des sols et des eaux souterraines aux solvants chlorés et fréons. Aucun accident source de ces pollutions n'a été spécifiquement identifié. Elles résultent plutôt des pratiques industrielles historiques pratiquées sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a pu être constaté sur le site la présence de poules au niveau du chantier de dépollution ainsi qu'une suspicion d'usage résidentiel au niveau d'un des bâtiments du site. L'inspection des installations classées tient à rappeler que **ces usages sont interdits** conformément à l'arrêté préfectoral de servitudes d'utilités publiques du 24 novembre 2015.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	barrière hydraulique	Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	opération de réhabilitation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3	Sans objet
2	excavation	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée au début du chantier de dépollution afin de vérifier les conditions d'excavation et de mise en place du chantier. Il serait intéressant de revenir une fois le chantier plus avancé.

Il a été constaté un défaut de fonctionnement de la barrière hydraulique qui, apparemment, ne

fonctionnait plus depuis 2 jours. La société SARPI doit s'assurer du bon fonctionnement en permanence de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : opération de réhabilitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, opération de réhabilitation
Prescription contrôlée : En application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015, compte tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur l'ensemble des terrains visés par le présent arrêté, n'est possible que sous la condition de mettre en oeuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de ta santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux. Ces travaux doivent être réalisés dans des conditions aptes à éviter toute dispersion dans l'environnement des polluants présents dans les sols (envols de poussières, dispersion par les eaux pluviales, lixiviation dans les eaux souterraines,...).
Constats : Un plan particulier de sécurité et protection de la santé est mis en place et celui-ci est signé par les personnes intervenant en permanence sur le chantier. Les consignes de sécurité et de protection y sont rapellées. Les intérimaires sont également pris en compte et doivent prendre connaissance des consignes avant d'entrer sur le site. Le site est organisé en 3 zones bien identifiées: - zone verte: zone sans risque, accès autorisé sans protection, - zone orange: port d'EPI obligatoire, - zone rouge: zone d'excavation, mesure des COV à l'aide d'un détecteur portable (PID) qui sonne si dépassement de 7 ppm et dans ce cas, évacuation de la zone afin que les personnes s'équipent de protection supplémentaires. Des mesures sur l'ensemble du site sont réalisées 2 fois par jour à l'aide de PID afin d'ajuster les zones si nécessaire. En périphérie du chantier, au niveau du Greta et des habitations, présence de capteurs de COHV (Radiello) qui mesurent en permanence les émanations s'il y en a. Ces échantillonnages passifs (capsules) sont changés toutes les semaines et envoyés pour analyse en laboratoire. Le chantier ayant débuté le 8/10/25, les premiers résultats n'étaient pas connus le jour de l'inspection. Au niveau de la zone d'excavation , présence d'un système de brumisation évitant l'envol de poussières. De plus, ce système est couplé avec un parfum qui permet d'atténuer les odeurs des terres excavées. Ce même système est disposé sur la clotûre le long de la parcelle côté Greta.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, excavation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément au plan de gestion de 2023, il est procédé à rengagement des opérations d'excavation des sources de pollution des sols en zone non saturée (zones 1 à 4 indiquées sur la carte en annexe) sur environ 2 mètres de profondeur, incluant une gestion hors site tel qu'en bio-centre des sources de sol. Ces travaux d'excavation viseront à supprimer les pollutions concentrées de la zone non saturée, par l'atteinte des objectifs de dépollution identifiés dans le plan de gestion de 2023, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> -TCE : 2 mg/kg de MS; - HC C10-C40 : 700 mg/ kg de MS. <p>Dans le cadre de l'enlèvement des terres, des analyses en flancs/ bords de fouille devront être réalisées avant remblaiement pour vérifier que les teneurs correspondent aux attendus, et que le remblaiement n'intervient que quand ces analyses correspondent aux attendus.</p> <p>Des analyses de fond de fouille seront également réalisées si cela est techniquement possible pour dresser un état initial des sols à l'interface zone saturée / non saturée avant démarrage du traitement in situ par air-sparging.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux d'excavation ont débuté le 13 octobre 2025 sur les zones 2 et 3 situées au Nord du site, sur une profondeur d'environ 2 mètres.</p> <p>Il est constaté une remontée de la nappe souterraine dans le fond de fouille. Le décaissage devra donc être réalisé plus directement afin d'éviter la présence d'eau en fond de fouille et permettre éventuellement des prélèvements.</p> <p>Les prélèvements en bord de fouilles ont été réalisés. Les échantillons sont envoyés au laboratoire pour analyse le vendredi, soit le jour de l'inspection.</p> <p>Lors des travaux préalables de terrassement, des cavités ont été mises à jour. Celles-ci seront comblées afin d'assurer la stabilité du sol notamment à l'aide des longrines excavées après analyse des bétons.</p> <p>Les terres excavées polluées sont évacuées par camions vers une plateforme de valorisation NEOTER (SARPI MINERAL) à Drambon (21).</p> <p>Présence d'un dispositif de pesée des camions à l'entrée/sortie du site. Les camions sont pesés à leur arrivée, les immatriculations du camion et remorque sont notées, les camions sont pesés en sortie du site après chargement, le tonnage est inscrit sur le BSD. Le bon de transport est pris en photo et consigné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des analyses doivent être effectuées sur les bétons des longrines excavées afin de vérifier l'absence de polluants avant que les longrines soient utilisées pour le remblaiement des cavités découvertes sur le site lors du terrassement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2010, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement de la pollution de la nappe
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FAURECIA SIEGES D'AUTOMOBILES [...] est tenue de mettre en œuvre dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures de gestion exposées dans les rapports d'études intitulés État des lieux et des milieux - Propositions de mesures de gestion (juillet 2008) et Diagnostic complémentaire - Enquête de proximité (septembre 2008) pour assurer la dépollution de son ancien site situé 17 rue de la Metairie 70200 LURE.</p> <p>Ces mesures de gestion consisteront en un confinement de la pollution de la nappe aux organochlorés par mise en place d'une barrière hydraulique. La barrière hydraulique sera réalisée par pompage dans trois puits de pompage nommés SPI , SP2 et SP3.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société SARPI Remédiation France a été mandatée en 2012 par FAURECIA, dans le cadre de l'application des articles 1 et 2 de l'Arrêté Préfectoral (AP) n°2449 du 21 décembre 2010, pour la mise en œuvre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un système d'extraction de masse au niveau d'une zone considérée comme source de pollution en solvants chlorés. Ce dispositif a été arrêté en janvier 2016 et l'unité de traitement repliée en septembre 2020 ; - Une barrière hydraulique en bordure aval hydraulique du site, permettant de confiner les eaux souterraines sur site. Le confinement hydraulique est réalisé au moyen de 3 puits de pompage (SP1 à 3). Le puits SP2 est le plus proche de la pollution concentrée résiduelle dans les eaux souterraines. Les eaux pompées sont traitées par stripping avant qu'elles ne soient ré-infiltrées dans le sous-sol, par l'intermédiaire d'une fosse de réinjection. <p>Le suivi du confinement hydraulique est réalisé par trimestre et les rapports sont transmis à l'inspection. Le dernier rapport de suivi date de juillet 2025 et conclut que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le sens d'écoulement des eaux souterraines est significativement influencé par les puits de pompage qui assurent le confinement des eaux souterraines sur site - Une diminution des concentrations en COHV a été constatée dans les eaux souterraines depuis la mise en œuvre du suivi sur site. Depuis, 2018, pour le dichloroéthylène (DCE) et le chlorure de vinyle (CV), et 2020, pour le perchloroéthylène (PCE) et le trichloroéthylène (TCE), les données montrent une stabilisation des concentrations à des niveaux inférieurs aux concentrations initiales - Une hausse significative de la concentration en perchloroéthylène (PCE) et chlorure de vinyle est constatée lors des campagnes de mai et juin 2025 et dans une moindre mesure en Cis-dichloroéthylène. L'évolution de ces paramètres est à surveiller lors des prochaines campagnes - Un dépassement ponctuel au niveau du rejet des concentrations en chlorure de vinyle en mai 2025, mais ces dépassements n'ont pas été confirmés lors des campagnes suivantes - des dépassements ont été constatés pour le cis-1,2-dichloroéthylène en avril, mai et juin 2025 - Une hausse des concentrations est observée lors des campagnes d'avril, mai et juin 2025 pour le perchloroéthylène et le trichloroéthylène au niveau de SP2, ainsi que pour le dichloroéthylène (cis+trans) et le chlorure de vinyle. Une légère augmentation du dichlorométhane est également constatée au niveau de SP2 lors de ces mêmes campagnes. <p>L'évolution de ces paramètres devra être surveillée lors des prochaines campagnes.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'aucune des trois pompes ne fonctionnaient.</p>

<p>La pompe SP2 a été changée le lundi 13 octobre par un employé de SARPI.</p> <p>Un raccordement électrique avec le système de VALGO a été effectué le mardi 14 octobre. Pour effectuer les branchements électriques, la barrière hydraulique a été débranchée momentanément par l'électricien de la société VALGO avec l'accord de la société SARPI. Aucun agent de la société SARPI n'était présent ce jour là afin d'effectuer les contrôles de redémarrage. L'arrêt du pompage a été constaté par l'inspection des ICPE, l'employé de SARPI n'était pas encore allé vérifier le bon fonctionnement du système.</p> <p>L'employé de SARPI a mis un certain temps à identifier la source de la panne et à redémarrer les pompes.</p> <p>Les pompes fonctionnaient normalement à la fin de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'assurer une surveillance plus poussée pour les paramètres dont un dépassement a été constaté lors de la dernière campagne.</p> <p>Une procédure de redémarrage suite à une coupure d'électricité ou autre doit être mise en place et respectée. La société SARPI doit effectuer la surveillance de son installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>